



En hausse

ÉTATS-UNIS - Le moral des ménages américains s'est amélioré en novembre, selon l'indice publié, vendredi 11 novembre, par l'université du Michigan. L'indice reste toutefois près de 30 points en dessous de son niveau de mi-2007, au début de la crise des subprimes.



En baisse

ESPAGNE - L'économie du pays connaît un fort ralentissement. Après +0,4% au premier trimestre, +0,2% au deuxième, la progression du produit intérieur brut est tombée à zéro au troisième, selon l'estimation de l'Institut national de la statistique, publiée le 11 novembre.

7%

C'est le montant du taux d'intérêt exigé, vendredi 11 novembre, par les investisseurs pour acquérir des obligations de l'Etat slovène à dix ans, un record depuis l'adoption de l'euro par le pays, en 2007. Un taux de 6% était la limite jugée acceptable par les économistes.

LA CRISE EN EUROPE

M. Schäuble pour une « vraie révolution » en Europe

Le ministre allemand des finances défend l'élection au suffrage universel du président de la Commission européenne

Entretien

Berlin
Correspondant

Ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble est l'un des piliers du gouvernement d'Angela Merkel. C'est à ce francophile convaincu, né en 1942 à quelques kilomètres de la frontière française, et poids lourd de la CDU, qu'Helmut Kohl avait confié la gestion de la réunification allemande en 1990. Victime d'un attentat qui, vingt ans plus tard, continue de le faire souffrir, il ne se déplace plus qu'en fauteuil roulant.

Ce travailleur acharné qui, en pleine crise grecque, a dirigé son ministère pendant plusieurs jours en 2010 depuis son lit d'hôpital, a, de l'avis de tous, une influence déterminante sur la politique européenne de M^{me} Merkel. En fin de carrière, cet homme d'Etat met tout son poids politique dans la balance pour que l'Allemagne accepte davantage d'intégration européenne.

Pensez-vous, comme il y a un an, que les crises économiques en Europe finissent toujours par engendrer des progrès politiques ?

Les événements m'ont donné raison. Les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro lors du Conseil européen du 26 octobre ont chargé M. Van Rompuy [qui en assure la présidence] de faire des propositions pour modifier le traité de Lisbonne. Les crises sont une chance.

Celle-ci aussi ?

Oui.
Quelle chance ?

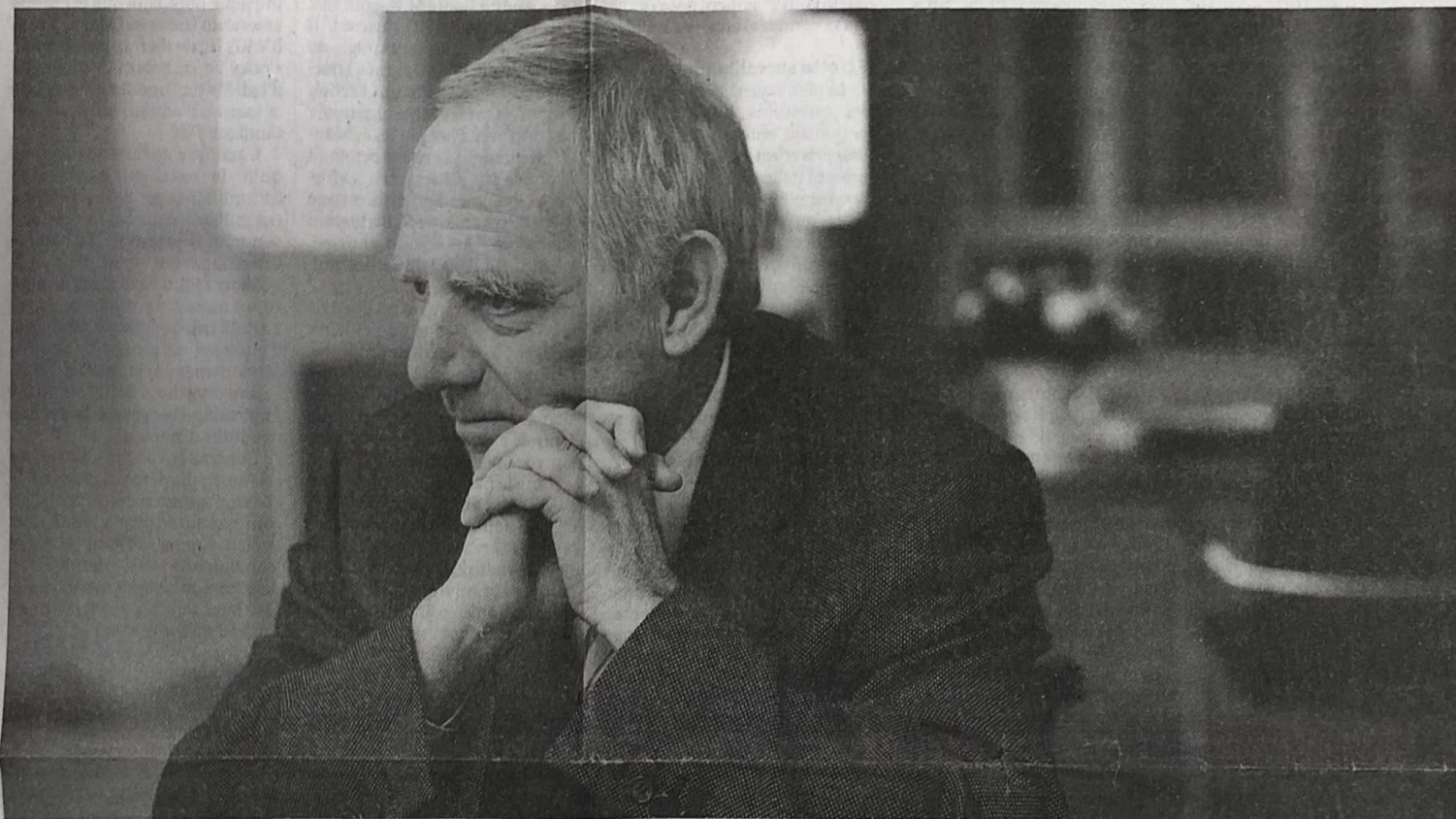
Que l'Europe continue d'avancer. C'est notre grande mission. Car dans le monde globalisé du XXI^e siècle, nous avons besoin d'une Europe forte, capable d'agir sur la scène mondiale.

L'Union européenne (UE) a toujours progressé pas à pas. Le plus souvent, l'intégration a d'abord été économique. Les structures politiques ont suivi parce qu'il faut toujours obtenir le soutien de la population qui est souveraine dans les Etats membres. C'est ce qui s'est passé avec la monnaie commune. On constate aujourd'hui qu'une politique monétaire commune et le Pacte de stabilité et de croissance ne suffisent pas. Il faut créer des structures politiques qui feront converger les politiques budgétaires.

Naturellement, on doit renforcer la gouvernance de l'Eurozone. Pour ce faire, le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel ont fait des propositions à M. Van Rompuy. Il faut maintenant aller jusqu'à la modification des traités. C'est le chemin à emprunter pour montrer aux investisseurs du monde entier que la monnaie européenne est stable et que tous les Etats membres sont résolus à en faire une monnaie de réserve mondiale, stable et digne de confiance, et ce de façon pérenne.

Quelles fautes ont commis les Français et les Allemands pour que la crise grecque devienne une crise européenne ?

Ce sont les êtres humains qui font des erreurs, pas les gouvernements. En vérité, il y a deux raisons à l'approfondissement de la crise. La première est l'architecture de la zone euro. Dans les années 1990, on a décidé de faire une monnaie



MAURICE WISS/OSTKREUZ

commune sans politique fiscale commune. Nous avons constaté que le Pacte de croissance et de stabilité ne suffit pas à assurer la convergence économique nécessaire pour assurer la stabilité de cette zone monétaire. Malheureusement Paris et Berlin n'ont pas respecté le pacte dans le passé, ce qui a été une erreur.

Deuxième raison : quand nous avons créé ce pacte, nous n'avons pas prévu l'accélération des marchés financiers, et ce que l'on appelle le risque de contagion. En fait, c'est une conséquence de la révolution des technologies de l'information. On n'avait pas prévu qu'un phénomène qui se produit en Amérique latine puisse avoir des effets en Europe en quelques secondes et vice versa. C'est quelque chose que l'on a appris avec la crise de Lehmann Brothers.

C'étaient de nouveaux effets, des nouvelles interdépendances. Il faut en tirer des enseignements. C'est ce que nous faisons en créant de meilleures structures de régulation des marchés financiers. Egalement en créant une taxe sur les

transactions financières qui ralentit le rythme de ces opérations. Celle-ci est-elle si importante ?

Oui. Beaucoup de gens ne comprennent pas pourquoi il y a une TVA sur les biens et services mais pas sur les transactions financières. Le seul argument contre cette taxe, c'est qu'elle n'est pas mondiale. Mais avec un tel raisonnement, on n'aurait pas aboli la peine de mort en Europe.

Cette taxe est juste, nécessaire et crédible. Il faut l'introduire en Europe. Avec François Baroin [ministre français des finances], nous avons fait une proposition en ce sens le 8 novembre. Nous ferons en sorte de faire avancer le débat rapidement. Si on ne trouve pas assez vite de solution à vingt-sept, il faudra discuter au niveau de la zone euro. Ceux qui veulent être leaders doivent avancer. C'est le cas de la France et de l'Allemagne.

Plus de 70% des Allemands pensent que la Grèce n'a pas d'avenir dans la zone euro. Qu'en pensez-vous ?

Je ne suis pas de cet avis mais je comprends que beaucoup de mes

concitoyens pensent ainsi. Sans doute les Français aussi. La confusion des dernières semaines en Grèce leur donne des arguments. Mais l'Allemagne et la France feront tout pour que la Grèce reste dans la zone euro, si tant est qu'Athènes le souhaite et respecte ses obligations.

« On constate qu'une politique monétaire commune et le Pacte de stabilité et de croissance ne suffisent pas »

C'est ce que M. Sarkozy et M^{me} Merkel ont dit de façon amicale mais ferme à Georges Papan-dréou [alors premier ministre grec] lors du G20 de Cannes. Le peuple grec doit décider s'il peut et s'il souhaite accepter les contraintes qu'impose le maintien de leur pays dans la zone euro. L'Allemagne prépare-t-elle une division de la zone euro ?

Bien sûr que non ! Au contraire, Berlin et Paris veulent maintenir la cohésion de la zone euro. Nous ne voulons pas la diviser mais créer des mécanismes qui la rendent stable. Nous projetons de créer des règles qui permettront de mettre en œuvre ce que nous avons décidé en commun et nous envisageons de donner des pouvoirs supplémentaires à l'Europe ou à la zone euro pour y parvenir.

Faut-il un nouveau traité ?

Non. Pas un nouveau traité. Mais nous avons besoin de modifications limitées du traité pour avoir des mécanismes de contrôle plus efficaces du respect des engagements pris, une politique budgétaire commune et une amélioration de la compétitivité des différentes économies.

Nous avons fait deux propositions : Pourquoi le membre de la commission chargé de la mise en œuvre des accords n'aurait-il pas les mêmes droits que le commissaire à la concurrence ? Pourquoi a-t-on le droit de porter plainte devant la Cour de justice des communautés européennes pour viola-

tion du droit européen mais pas du Pacte de stabilité ? Ce n'est pas logique. D'ici décembre, M. Van Rompuy va consulter les Etats sur ce sujet. Paris et Berlin se concerteront étroitement.

Il n'y en Allemagne aucun parti anti-euro. Cette anomalie n'a-t-elle que des avantages ?

On est toujours ravi quand des positions politiques pour lesquelles on n'a pas beaucoup de sympathie n'ont pas de soutien populaire, même si l'on peut déplorer qu'une partie de la population ne soit pas représentée. L'idée selon laquelle l'Allemagne a un intérêt existentiel à l'UE n'est pas contestée.

Mais il y a bien un parti anti-européen : Die Linke. L'ancien Parti communiste de RDA vote contre toutes les décisions européennes. Mais il n'a pas une large audience et ce n'est pas plus mal. Cela tient à notre histoire, avec nos propres erreurs du XX^e siècle.

Bien sûr, il peut y avoir des débats difficiles et les incertitudes sur l'euro inquiètent les Allemands. C'est pourquoi il faut traiter cette question de façon responsable. Mais, au fond, la grande majorité des Allemands, qu'ils votent pour la CDU, le Parti libéral, les Verts ou le SPD, ne sont pas eurosceptiques.

Qu'attendez-vous du congrès de la CDU qui démarre le lundi 14 novembre ?

La CDU va réclamer plus d'Europe. On a souvent dit que j'étais le dernier européen dans la CDU ; c'est totalement faux. Regardez les questions sur lesquelles se penche le parti aujourd'hui, par exemple l'élection du président de la Commission au suffrage universel. Ce serait une vraie révolution. On aurait ainsi un gouvernement européen. Je ne pense pas que cela se fera vite, mais la discussion est lancée. Si nous élisons un président de la Commission au cours d'une campagne électorale, l'Europe ne sera plus, après cela, la même Europe !

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

« Le cinéma français, le charme de Paris..., tout cela compte »

Berlin
Correspondant

Quelles seraient les conséquences d'une dégradation de la note de la France sur l'Europe ?

Ces spéculations sont sans aucun fondement. Le gouvernement français, avec les mesures de réduction de déficit qu'il a présentées en début de semaine, a fait le nécessaire pour qu'elles le restent. D'ailleurs, les agences de notation considèrent celle de la France comme stable.

La France a un sentiment d'infériorité vis-à-vis de l'Allemagne et...

Je ne crois pas. L'Allemagne actuellement connaît un peu plus de succès sur le plan économique.

Mais les Allemands ont beaucoup de respect pour la France. Celle-ci a de nombreux atouts.

L'Allemagne aujourd'hui a de meilleurs résultats, mais l'économie n'est pas tout. Je ne dirais pas que les Allemands ont encore un sentiment d'infériorité par rapport aux Français mais ils n'ont pas de sentiment de supériorité. Ils n'ont pas de raison d'en avoir. Et pour les gens de ma génération empreints de culture, le cinéma français, le charme de Paris..., tout cela compte.

Avez-vous des conseils à donner aux Français ?

Je ne crois pas qu'un ministre allemand des finances ait des conseils à donner aux Français. Chaque pays a ses problèmes et

ses points forts. Un des avantages de l'Allemagne est sa décentralisation. Toutes les régions n'ont pas les mêmes succès économiques. Il y a une compétition entre elles. Il y a aussi le Mittelstand - le réseau de PME - qui fait notre succès. C'est très spécifique. Nous avons également un bon système de formation professionnelle, basé, notamment, sur l'alternance qui concerne de plus en plus le système tertiaire.

La France en revanche a, pendant des siècles, misé sur la centralisation et l'identité nationale. Mais je pense que de nos jours, la décentralisation est une stratégie plus adaptée, et Paris a d'ailleurs entamé depuis longtemps des réformes en ce sens.

L'économie allemande a-t-elle des faiblesses ?

Elle est très forte et très présente dans des secteurs qui ne sont pas toujours parmi les plus innovants. Les Allemands ne prétendent d'ailleurs pas être partout. Ce serait vraiment terrible d'y prétendre. Par ailleurs, nous avons des problèmes démographiques qui peuvent, certes, contribuer à diminuer le chômage à court terme, mais qui rendent particulièrement plus difficile pour les entreprises la faculté de trouver une relève qualifiée, notamment dans l'industrie. Vous voyez, tout le monde a ses problèmes mais nous pouvons les résoudre ensemble en Europe. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR P. L.